



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

Samedi 4 Septembre 1982

N° 173

PRIX : Antilles 2 F
France 3 F

Editorial

DEUX TRAVAILLEURS, DEUX MILITANTS SYNDICAUX, DEUX ANTI-COLONIALISTES EMPRISSONNES PAR L'ADMINISTRATION COLONIALE.

Nous devons nous sentir concernés aujourd'hui par leur sort... pour que demain notre sort ne soit pas pire que la situation qu'ils vivent aujourd'hui.

Après les attentats du vendredi 27 - au cours même de la nuit - deux militants anti-colonialistes étaient appréhendés par la police qui vraisemblablement est tombée fortuitement sur eux.

Aujourd'hui ils sont inculpés d'avoir préparé et exécuté un ou plusieurs attentats.

Et aujourd'hui au-delà des péripéties de leur arrestation c'est surtout leur personnalité qui retient l'attention et nous pousse à nous poser des questions.

Les deux emprisonnés sont des travailleurs, l'un à la Sécurité Sociale, l'autre au magasin Nouvelles Galeries. Tous les deux sont des militants syndicaux l'un à la CGTG, l'autre au MASU.

Il était notoire que Safrano était membre du MPGI dont il fut à plusieurs reprises le porte-parole. Tom était connue pour sa combativité lors de la grève des employés de Nouvelles Galeries en 1980. Elle était déléguée du personnel dans l'entreprise.

Ni l'un, ni l'autre ne sont des gens coupés de la lutte des travailleurs, ou des marginaux plus ou moins désespérés. Il s'agit de gens gagnant leur vie au travail, habitués aux luttes ouvrières et aux problèmes syndicaux.

Pourtant ces deux travailleurs s'estimaient peu satisfaits de limiter leur lutte au seul horizon de l'entreprise ou de la lutte syndicale. Ils ont voulu à leur façon donner une autre dimension à leur lutte et se sont donné d'autres moyens que cette lutte punitive syndicale pour faire triompher leurs aspirations.

Combien de travailleurs en Guadeloupe sont prêts à suivre cette voie ? Une minorité sans doute, mais à combien se monte cette minorité ? Dix, Cent, Mille, Cinq Mille ? Qui pourrait aujourd'hui affirmer que la minorité dont parle Emmanuel est si faible qu'il le prétend ?

Et pour nous, pour la masse des travailleurs, en quoi un événement comme l'arrestation de deux travailleurs supposés être des activistes qui auraient organisé des attentats contre le pouvoir colonial, en quoi cela peut-il nous intéresser et entraîner notre réflexion ou une action quelconque de notre part ?

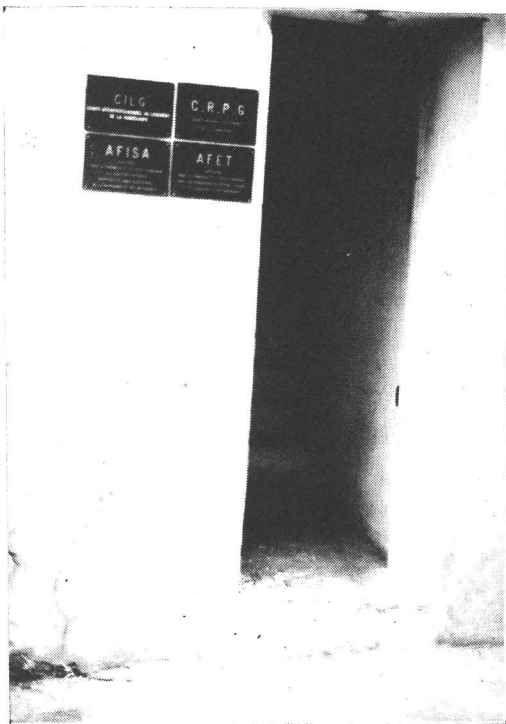
Tout d'abord, il faut observer que, après Dalon, Marc-Antoine, Alexander c'est la troisième fois en moins d'un an que des travailleurs sont impliqués dans une telle affaire.

Même s'ils sont peu nombreux encore à le faire, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à s'occuper eux-mêmes de politique. Même s'il y a à redire sur l'orientation qu'ils choisissent aujourd'hui et sur l'opportunité des moyens qu'ils envisagent de mettre en avant. Mais ce qui est remarquable c'est que ces travailleurs n'ont jamais opposé ce qu'ils faisaient à la lutte que nous pourrions mener tous ensemble. Et pour nous tous cela doit avoir de l'importance.

Car aujourd'hui, ce n'est pas à des gens qui nous méprisent ou veulent faire de la politique par dessus notre tête que nous avons affaire mais bien à des camarades, des travailleurs comme

(Suite page 2.)

EXPLOSIONS, INCENDIES : LA VIOLENCE SE RETOURNE CONTRE CEUX QUI L'ONT SEMÉE



Dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 Août vers trois heures du matin quatre explosions et un incendie se produisirent à Pointe à Pitre, Abymes et Baie-Mahault dans la périphérie pointoise.

Une explosion détruisit en partie les locaux du siège du CRPG, centre régional du patronat guadeloupéen, une autre, ceux du siège de l'inspection départementale de la jeunesse et des sports près du boulevard légitimus. Au camp Dugommier, à la jaille, une troisième bombe explosa devant la porte de l'appartement, vide d'un officier, et la quatrième explosa à l'entreprise "Naza Electronic" dont le dirigeant se trouve être Yoyo ex-membre du SAC, raison pour laquelle il apparaît sans doute que cette entreprise était visée.

Quant à l'incendie il se déclara dans la caserne de Petit Pérou aux Abymes, plus exactement dans le garage, où semble-t-il trois véhicules blindés furent brûlés.

Aucune de ces actions n'a été revendiquée. Mais vu les objectifs visés : représentants de la force armée colonialiste, du patronat exploiteur et du gouvernement colonial, il est fort probable que ces actions aient été organisées par des personnes excédées par le système colonial et qui veulent en finir avec le régime d'oppression coloniale qui sévit en Guadeloupe.

LES CIRCONSTANCES DE L'ARRESTATION DE MAX SAFRANO ET DE VIRGINIE TOM

C'est au cours de la nuit des explosions que furent interpellés Max Safrano et Virginie Tom, au cours d'une banale ronde de police, plusieurs heures avant les attentats.

Les policiers prétendent avoir trouvé dans une voiture des éléments compromettant ces deux militants anti-colonialistes et tentent de créer un lien entre ces éléments et les attentats commis la même nuit.

Mais jusqu'à présent ni Safrano ni Virginie Tom n'ont reconnu leur soi-disant participation à des attentats. Ils ne se sont réclamés non plus d'aucune organisation clandestine, contrairement à certaines rumeurs.

Après être restés près de 48 heures en garde à vue au commissariat central de Pointe-à-Pitre ils étaient déferés samedi après-midi devant le juge d'instruction Soubelet et inculpés.

Samedi, devant le tribunal, un groupe de militants attendaient Safrano et Tom leur prodiguant gestes et paroles de sympathie et de soutien. C'est avec force et détermination que Safrano lança un "vive la guadeloupe libre" et que Virginie Tom répondit aux anti-colonialistes leur disant

"kimbé raid" "cé zot pou kimbé raid". Après l'interrogatoire du juge d'instruction c'est encore accompagnés d'un bon groupe de militants anti-colonialistes qui ont suivi les cars de police que Safrano et Tom furent incarcérés, rue Lethière à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

Mercredi après midi ils devaient comparaître à nouveau devant le juge d'instruction. Une manifestation spontanée des amis des emprisonnés, de leurs camarades de travail et des anticolonialistes de différentes organisations eut lieu devant le tribunal pour soutenir Safrano et Tom.

C'est donc à deux militants mais très déterminés que la justice coloniale aura à faire, et c'est aussi des réactions immédiates et fermes du GRS, du MPGI, de Combat-ouvrier, du Masu (Mouvement d'action syndical unifié) syndicat de Tom et des réactions de nombreux militants anti-colonialistes que la justice et l'administration coloniales ont déjà trouvé face à elles. Les témoignages de sympathie à l'égard de Safrano et de Tom sont nombreux malgré le silence total du parti communiste guadeloupéen, de l'UPLG et le communiqué plutôt tiède de la direction de la CGTG, dont Max Safrano est l'un des dirigeants.

MAX

SAFRANO



Max Safrano est un homme de 31 ans. C'est un militant politique et syndical. Employé à la Sécurité Sociale, il milite dans le syndicat CGT de l'entreprise avant de devenir un des responsables au niveau du bureau confédéral de la CGTG.

Dans son entreprise, il est aussi actif auprès de ses camarades de travail et est un des responsables au comité d'entreprise.

Militant d'abord au PCG dans son jeune âge, il le quitta pour rejoindre le camp de ceux qui luttent pour l'indépendance. Depuis plusieurs mois, il était un des responsables du MPGI (Mouvement populaire pour la guadeloupe indépendante).

VIRGINIE TOM

Virginie Tom a 29 ans, elle est la mère de trois enfants et est employée aux Nouvelles Galeries un super-marché proche de Pointe-à-Pitre.

Elle est déléguée du personnel et apparaît comme une des militantes syndicales les plus actives dans l'entreprise. Syndiquée au MASU (mouvement d'action syndicale unifié), les travailleurs du commerce avaient apprécié sa combativité lors de la grève des Nouvelles Galeries en 1980.

Hécatombe en Martinique

Le samedi 28 Août a vraiment été une journée tragique pour la Martinique : 3 accidents de la circulation ont fait quinze morts et une vingtaine de blessés graves. D'un seul coup la Martinique vient de retrouver en 8 mois le nombre de morts par accidents de la route qu'elle avait pour toute l'année 81, soit une quarantaine.

On a parlé de grands malheurs, de

fatalité. Les services de gendarmerie se sont empressés de mettre en cause les usagers dont l'imprudence et le non respect des règles du code de la route ont conduit à cette hécatombe.

Mais en plus de ces raisons, il y'en a d'autres que les autorités n'ont même pas voulu effleurer.

C'est tout d'abord le fait que les routes

de la Martinique sont dangereuses, très dangereuses. Et les ingénieurs de l'Équipement y multiplient les obstacles et difficultés : carrefours non signalés ou mal signalés, routes à 3 voies qui se rétrécissent subitement, virages à angle droit fréquents, ne contribuant pas à rendre la conduite plus facile.

(Suite p. 4)

LA VIOLENCE VIENT DES OPPRESSEURS. SE PREPARER A Y RÉPONDRE EST UNE NÉCESSITÉ POUR LES TRAVAILLEURS.

Après les attentats du vendredi 27 Août en Guadeloupe, deux travailleurs ont été arrêtés dont l'un est un secrétaire confédéral de la CGTG, c'est-à-dire quelqu'un qui fait partie de la direction même de la CGTG. Et on a vu la CGTG publier un communiqué pour affirmer son indépendance vis à vis de toute formation politique et dire qu'elle est contre la destruction des biens matériels parce que cela est contraire aux intérêts des travailleurs.

Le fait que les deux militants arrêtés soient des travailleurs, des syndicalistes, relativement connus, est un aspect qui met sans doute la CGTG dans un certain embarras. Il faut aussi remarquer que c'est depuis plusieurs mois les quatrième et cinquième travailleurs arrêtés sous des inculpations semblables. Trois ouvriers, Marc Antoine, Dalon et Alexander furent eux aussi accusés d'actes de violence contre les biens des possédants ou contre les patrons ou leurs représentants.

Individuellement, on le voit, des travailleurs n'hésitent pas à s'engager dans des luttes ou dans des actions qui sortent du cadre syndical habituel.

Du reste ce sont les seuls types d'actions politiques qui leur sont offerts aujourd'hui car les grands partis ouvriers et les syndicats même très implantés se cantonnent passivement dans des luttes sans envergures. Les organisations ouvrières politiques et syndicales, n'ont aucune stratégie de lutte pour l'ensemble des travailleurs. Les syndicalistes mènent de petites batailles syndicales localisées, éparpillées. Les hommes politiques de gauche guerroient courageusement et hardiment contre les pitres de la droite locale

sur la proposition fumeuse d'Assemblée unique d'Emmanuel.

Les travailleurs qui veulent faire autre chose, qu'ils soient eux-mêmes des militants ou des responsables syndicaux, ne peuvent le faire dans le cadre de ces organisations.

Ils s'en détournent et rejoignent des organisations politiques anti-colonialistes ou révolutionnaires qui paraissent plus radicales.

Mais du coup s'ils n'opposent pas forcément ce qu'ils font sur le plan politique, à l'extérieur des syndicats et de l'entreprise, à ce qu'ils font en tant que militants syndicaux, ils ne mènent pas non plus une activité politique systématique dans leur propre classe pour lui proposer une autre politique que celle des grands partis et syndicats ouvriers.

Le problème pour les militants ouvriers, pour les travailleurs qui prennent conscience que les travailleurs n'ont rien à attendre de cette société coloniale et capitaliste ce n'est pas de se contenter de devenir eux tout seuls plus radicaux, plus déterminés en tournant le dos à leur classe jugée trop passive. Mais c'est surtout de s'adresser à cette classe, de lui proposer quelque chose qu'elle peut faire pour préparer les luttes à venir où elle peut déployer les trésors de son courage et de sa détermination, mais aussi son sens de l'organisation et son savoir-faire.

Les travailleurs n'ont pas à être gênés de ce que certains d'entre eux aient participé de près ou loin à des actions violentes contre les symboles du colonialisme ou du patronat il n'est d'ailleurs pas prouvé que les deux travailleurs arrêtés ont effectivement participé aux attentats du Vendredi 27.



Il faut poser le problème autrement. Il n'est pas de grève au cours des 35 dernières années qui n'ait vu l'intervention brutale des forces de CRS ou de gardes-mobiles ; quelquefois ces interventions ont causé la mort de travailleurs. On a même vu les CRS faire le siège de la ville du Moule. On les a vu réprimer sauvagement lors de la grève du bâtiment en 1967 ; on l'a vu encore en

sous prétexte de leur passivité. Ce n'est pas en s'attaquant individuellement aux biens des capitalistes ou aux symboles de leur état et de leur force qu'on parviendra à les abattre.

Casser des vitres des magasins de Blancs, mettre des bombes sous les blindés à la caserne de Petit Pérou, ou au poste de CRS de Raizet, tout cela n'a de sens que si par ailleurs une action permanente d'information, d'éducation, de mobilisation se poursuit inlassablement parmi les travailleurs et dans toute la population pauvre.

Celle-ci aura à faire face à la violence des adversaires de classe, capitalistes et colonialistes. Elle doit s'y préparer. Et ceux qui y sont prêts doivent y préparer les autres.

Lorsque la population de Port-Louis est intervenue pour empêcher les gendarmes et CRS d'entrer chez Longa et de le garder lui et sa femme pour les emmener sur Pointe à Pitre, ce fut une action très déterminée à laquelle participèrent plusieurs centaines de membres de la population : les gendarmes ont dû reculer.

Cela montre que la détermination ne se mesure pas en quantité d'explosifs, même si par ailleurs cela peut se révéler utile dans la lutte.

C'est l'intervention consciente des couches populaires, ouvriers, employés, jeunes chômeurs qui rendra possible, par leur action et leur mobilisation, le renversement du pouvoir blanc, colonialiste et raciste.

Mais c'est aussi cette intervention consciente qui du même coup constituera la garantie pour les pauvres, que leur lutte ne sera pas détournée au profit d'une élite noire cultivée ou possédante.

SUITE DE

L'EDITORIAL

nous qui peut-être font ou ont voulu faire ce que nous devons nous tous, ouvriers, employés, jeunes chômeurs, faire à une échelle plus grande.

Il ne suffit pas d'une bombe, d'un incendie dans le garage des blindés de la gendarmerie ou dans le poste de CRS de l'aéroport, ni casser des vitrines, ni de faire sauter le siège du patronat pour que notre sort change. Mais nous pouvons être certains que ne rien faire, ne rien espérer, ne rien entreprendre, ne pas sortir des sempiternelles luttes programmées à l'avance par certaines directions syndicales, cela non plus ne changera pas notre sort.

A tout prendre, ne vaut-il pas mieux que quelques uns d'entre nous soient peut être un peu trop en avant plutôt que nous restions tous encore accroupis placidement sur nos jambes.

Depuis plusieurs mois différentes grèves, divers attentats ou actions auxquelles manifestement participent des gens de la population, des travailleurs comme nous tous montrent que certains d'entre nous en ont assez de compter sur l'espoir pour le 21^e siècle et veulent agir.

Allons nous les condamner même si nous ne partageons pas leur appréciation de ce qu'il faut faire ? Avons-nous nous-mêmes tellement raison de tout accepter et de croire qu'à la fin cela va

s'arranger tout seul ? Alors que tout autour de nous la hausse des prix, le blocage des salaires, la montée du chômage, l'évolution de la crise et la persistance de l'exil montrent que cela ne s'arrange pas et ne peut qu'empirer.

Alors si nous ne nous sentons pas prêts encore à entreprendre une lutte réelle qui forcerait patrons et administrations à modifier bien des choses dans notre sens et en notre faveur à nous travailleurs, nous pouvons au moins montrer que nous avons une chose en commun avec les travailleurs qui sont aujourd'hui dans les prisons coloniales : le goût de la liberté et le sens de la dignité.

Ne laissons pas condamner nos camarades dans l'indifférence de notre classe où nous travailleurs et sans que nous ayons rien tenté pour montrer que nous savons nous hisser au niveau de notre responsabilité quand l'un de nous est touché. Encore une fois il faut agir même si certains d'entre nous ou même un grand nombre ne partagent pas leurs convictions ou leurs méthodes.

Ce qui compte c'est de montrer que Dignité, Liberté : c'est un pain dont nous nous nourrissons !

Pointe-à-Pitre, le 30 Août 1982

PORT-LOUIS :

LES GENDARMES RECULENT DEVANT LA DÉTERMINATION DE LA POPULATION

Après la série d'attentats qui a eu lieu à Pointe-à-Pitre, certains militants politiques de Port Louis ont été interrogés et perquisitionnés. Les gendarmes ont voulu perquisitionner chez les parents d'un d'entre eux : Guy Longa ; mais leurs tentatives échouèrent. Ils avaient l'intention de forcer les portes de la maison malgré l'absence des occupants ; mais de nombreuses personnes qui étaient présentes s'y opposèrent en formant un barrage devant la maison.

La nouvelle circula très rapidement à Port-Louis et en peu de temps toute la population fut dans les rues. Une foule importante se rassembla devant la gendarmerie où Guy Longa et sa femme avaient été emmenés pour être interrogés. La foule était décidée à enlever tout de suite les deux militants entre les mains des forces de l'ordre. Celles-ci avaient l'intention de les emmener à

Pointe-à-Pitre. Impuissants devant la détermination de la foule, les gendarmes de Port-Louis firent appel à des renforts dans les communes les plus proches.

Quand les renforts arrivèrent, c'est toute une population qu'ils trouvèrent devant la gendarmerie. Malgré les gaz lacrymogènes la foule ne recula pas. Les esprits commencent à s'échauffer. Quelques jets de pierres furent lancés par les manifestants. Craignant que la situation ne tourne au vinaigre, les forces de l'ordre furent contraintes de relâcher Longa et sa femme.

La population de Port-Louis en exprimant son mécontentement contre les méthodes policières arbitraires a fait reculer les forces coloniales. Elle a prouvé ainsi qu'il est possible d'empêcher que la répression ne s'abatte sur des militants anti-colonialistes.

ÉMIGRATION CONSÉQUENCES DU CHÔMAGE : LES BLANCS FONT LES TRAVAUX AUTREFOIS RÉSERVÉS AUX NOIRS

«Le métier d'éboueur change», c'est sous ce titre que le journal «Le Monde» publie un article sur la voirie de Paris. Et l'un des signes principaux de ce changement c'est le fait que le pourcentage de français est passé de 28 % en 1975 à 56,6 % en 1982 : il a donc doublé. Les travaux de voirie, qui auparavant étaient occupés en très grande majorité par des immigrés sont maintenant de plus en plus exécutés par des travailleurs français.

La raison de ce changement n'est pas due à un amour soudain des travailleurs français pour les poubelles, mais tout simplement à l'augmentation du chômage. Et parmi les éboueurs, on trouve même des titulaires du baccalauréat, qui espèrent s'installer dans cette profession.

Cette simple nouvelle nous montre que tous ceux qui promettaient aux jeunes antillais la «promotion sociale grâce à un travail assuré» en France ont menti.

Car de travail assuré, il n'y en a eu que dans la mesure où il n'y avait pas de chômage en France, et où les français, abandonnaient les travaux pénibles, dangereux et mal payés, comme celui d'éboueur, précisément.

Et maintenant qu'il y a du chômage, maintenant qu'il y a plus de 2 millions de sans emploi, il est logique que les français occupent des emplois qu'ils dédaignent

auparavant. Et le résultat de tout cela est que de nombreux immigrés seront au chômage. Et les antillais qui eux n'ont pas la peau blanche se retrouveront fatalement dans le même camp que les arabes ou les africains, en dépit de leur carte d'identité française.

Mais dans le même temps où les bons apôtres de la droite coloniale encourageaient les antillais à aller se faire exploiter en France, les places ont été occupées ici par une véritable colonie blanche, bien souvent arrogante et méprisante, et qui n'occupe pas, elle, des places d'éboueurs ou d'ouvriers agricoles. Pendant que la jeunesse du pays s'en allait, elle était remplacée ici par une partie de français qui occupait des emplois que les antillais auraient pu occuper.

Et dans cette période de crise, quand les Antillais retourneront aux Antilles, ne serait-ce que pour une fraction d'entre eux, ils retrouveront la place déjà occupée par d'autres, qui bénéficient en plus de l'appui de l'appareil d'état français et du soutien des capitalistes, blancs pour la plupart.

Et il est probable qu'une telle situation entraînera encore plus le ressentiment et la colère des noirs pauvres des Antilles.

FORT-DE-FRANCE

COMMUNIQUÉ SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES DE CGN

Le Comité de soutien aux travailleurs du laboratoire CGN dénonce le refus systématique des patrons CASSIUS-GLAUDON-NABETTI de satisfaire les justes revendications des travailleurs en grève depuis deux mois pour la 5ème semaine de congés.

le réajustement des salaires
la classification du personnel
le maintien des avantages acquis
appelle les travailleurs et la population à manifester leur solidarité avec les grévistes le samedi 4 Septembre à partir de 9 h devant le laboratoire Cassius de Linval Bd Général de Gaulle.

Laboratoires CGN

la grève continue

La grève se poursuit au Laboratoire CGN. La Direction se cache toujours derrière un faux compte d'exploitation et refuse de donner des justificatifs aux travailleurs. A la demande d'expertise, elle répond que l'expert des grévistes devra se mettre en contact avec le sien avant le 6 septembre. Cassius, Glaudon et Nabetti s'opposent donc à toute vérification réelle de leurs comptes et montrent bien qu'ils ont quelque chose à cacher à la population et aux travailleurs.

Mais ce n'est un secret pour personne que le laboratoire est viable, et qu'il n'est pas déficitaire.

Rappelons que le compte est fortement contesté par les travailleurs. Un exemple au niveau d'un seul poste figure déjà une «erreur» de 12 millions d'AF sur les 22,8 millions d'AF de perte.

Lundi 30 août l'inspecteur du travail faisait des propositions aux deux parties, propositions jugées irrecevables par les grévistes. Ces propositions revenaient tout simplement à accepter les affirmations de la direction selon lesquelles il y aurait un déficit. C'est ainsi que les grévistes devraient abandonner toute demande d'augmentation de salaire !

Mardi 31 Août, sur la demande du chef de cabinet du préfet se tenait une réunion d'information à la préfecture.

Par ailleurs, les grévistes ne restent pas inactifs. A leur appel, un comité de soutien a été constitué la semaine dernière. Et les murs de Fort-de-France sont couverts d'inscriptions du style : «Cassius, Glaudon, Nabetti, volé, menté, exploité ! Respecté travailleurs !»

communiqué du personnel gréviste CGN

Le 19 Août 82 lors de la réunion de conciliation, la Direction a présenté un compte d'exploitation au 30 juin 82 déficitaire de 22,8 millions de centimes.

Ne voilà-t-il pas que le 27 Août 82 par l'intermédiaire de l'Inspecteur du travail nous apprenions que la direction a été obligée d'avouer qu'il y a une erreur de 12 millions sur le compte d'exploitation.

Le personnel gréviste dénonce la mauvaise foi de la direction qui lors de la réunion de conciliation, a refusé de négocier, prétextant de soi-disant difficultés financières, justifiées par un document dans lequel on peut relever de telles inexactitudes.

Pour le personnel gréviste.

MONSIEUR MARRAU -DESGROTTES, UN CURIEUX EXPERT-COMPTABLE

Ainsi donc, il a suffi d'un simple contrôle des grévistes du laboratoire CGN pour trouver une erreur de 12 millions sur 22,8 millions de déficit du compte d'exploitation que vous avez cru bon authentifier avec votre sceau.

Et d'autres remarques des grévistes laissent penser déjà qu'il y aurait bien d'autres erreurs dans le document manuscrit sur lequel vous avez apposé votre sceau.

Car de deux choses l'une : ou bien malgré vos titres ronflants d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, vous êtes incapable de compter...

... Ou bien vous êtes un vulgaire truand, pris la main dans le sac en train de trafiquer avec un membre de la même classe sociale, de la même caste, celle des békés, et de la même race que vous mêmes.

Vous avez cru bon rendre un service, vous Monsieur Marrau-Desgrottes, à Monsieur Cassius de Linval, en tâchant de rendre «officiel» un chiffon de papier de manière à tromper une vingtaine de travailleurs en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Vous noterez que, plus prudent que vous, le bénéficiaire de votre erreur ou de votre fraude s'est très vite désolidarisé de ce compte d'exploitation !

Que penseront de vous vos collègues experts-comptables, pour lesquels vous deviez apparaître comme un dangereux ignorant ou un tricheur, mais en tout cas un individu sur lequel on ne peut pas compter, quelqu'un qui inspire la défiance, pour ne pas dire plus !

GUADELOUPE : UNE CAMPAGNE PUBLICITAIRE POUR UN PRODUIT SOCIALISTE

Après avoir assuré la promotion par voie d'affichage des produits TEFAL, SEB et autres... La société Adam Publicity a commencé la promotion de la marque MITTERRAND. Promoteur de ce produit se vend mal en Guadeloupe pour que l'Élysée ait eu recours à ces immenses affiches qui s'étalent un peu partout en Guadeloupe.

Ces affiches se veulent aguichantes. Sous une tête de Mitterrand on trouve ces mots «GUADELOUPE EN NOU» le tout agrémenté des couleurs bleu-blanc-rouge. Une

COMMUNIQUÉ DÉCENTRALISATION : UNE PÉRIPÉTIE DE PLUS

La loi du 2 Mars 1982 relative au projet de décentralisation du Gouvernement Français instituée en Guadeloupe, une fois de plus une nouvelle forme juridique de colonisation baptisée «Assemblée Unique».

Ce projet, sans contenu réel, a pour objectif principal de détourner l'attention de notre peuple des véritables problèmes qui le préoccupent, et surtout de son intérêt Fondamental — accéder à sa pleine souveraineté.

Ce gadget sert les ambitions électorales et matérielles des partis politiques qui le défendent.

Le peuple serait tenté de croire à un pouvoir réel, entre les mains des élus locaux, mais il doit savoir que ces derniers n'auront que des compétences limitées et seulement dans certains domaines.

Pour le parti Communiste Guadeloupéen et la Fédération Socialiste de la Guadeloupe, cette assemblée unique est une bonne aubaine. Ils espèrent, chacun de leur côté, devenir le parti majoritaire et présider ainsi à la destinée du peuple Guadeloupéen. Pour le P.C.G., cette voie peut conduire à l'autonomie. Quant aux socialistes, devant leur incapacité de défendre ce projet, la visite de leurs maîtres (EMMANUELLI - CATALA - QUILLES) s'imposait.

La droite réactionnaire, comme à l'accoutumée, brandit son épouvantail (large...) qui n'est qu'une arme électorale, sans fondement, pour contrer les succursales Guadeloupéennes des partis politiques au pouvoir en France.

Ce projet qui ne cadre nullement avec notre idéologie n'est qu'une péripétie de plus et non l'avènement d'une ère nouvelle.

Le M.P.G.I. réaffirme que notre volonté d'indépendance ne peut souffrir d'aucun compromis avec le colonialisme français. Le développement économique social et culturel de la Guadeloupe ne peut se réaliser pleinement que si notre nation a sa souveraineté politique, avec des structures pensées par notre peuple.

D'ores et déjà, le M.P.G.I. demande au peuple Guadeloupéen de boycotter le vote de la décentralisation et lance un appel pour que tous les Guadeloupéens s'inscrivent sur les listes électorales afin que le taux d'abstention reflète la volonté de rupture avec l'état colonial français.

Mouvement populaire pour la Guadeloupe
Indépendante.

Guadeloupe, le 6 Août 1982.

MOUVEMENT POPULAIRE POUR LA GUADELOUPE INDÉPENDANTE M P G I

10 Rue Duchassaing le Moule.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante condamne vigoureusement l'attentat perpétré par des fascistes contre Félix et Henri RODES, dans la nuit du 4 au 5 Août 1982.

Cet acte, qui vise à l'élimination physique de militants indépendantistes nécessite la mobilisation populaire pour faire échec aux suppôts du colonialisme français qui voudraient que notre pays n'accède pas à la Souveraineté nationale.

Le M P G I réaffirme son soutien à tous les militants anticolonialistes qui se battent pour l'indépendance Nationale de la Guadeloupe et qui de ce fait se trouvent la cible des réactionnaires

Guadeloupe le 5 Août 1982.

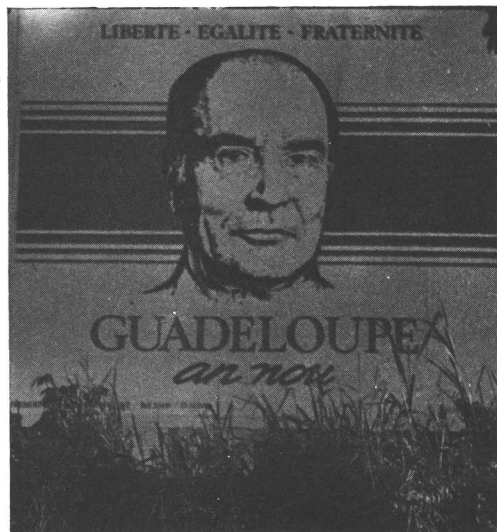


figure de Blanc avec «Guadeloupe en nou» ne veut rien dire d'autre que «Guadeloupe en nou lé Blancs...»

Cette campagne est une façon comme une autre pour les «Socialistes» de préparer les élections de 1983: Toutes les manipulations électorales déjà effectuées, ne semblent pas être suffisantes à leurs yeux, pour assurer la majorité aux socialistes locaux.

Alors ils nous assomment avec la figure de Mitterrand ! Mais ils ont oublié d'inscrire dessous «Big fat man ont voulu» !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

à propos de la déclaration de Monsieur Emmanuelli

A la suite des attentats qui se sont produits le Vendredi 27 août, les services de police ont arrêté deux militants anti-colonialistes et ont perquisitionné chez d'autres ou dans des locaux politiques.

Combat Ouvrier proteste énergiquement contre ces nouvelles arrestations et ces perquisitions, réaffirme le droit absolu des membres du peuple guadeloupéen à se battre pour mettre fin à la présence coloniale dans notre région.

Nous réaffirmons notre soutien total et sans condition à tous les militants frappés par la répression, quelle que soit la forme de lutte adoptée par eux.

Cette question du bien fondé de telle ou telle méthode de lutte est du ressort du peuple guadeloupéen et ne peut, en aucune manière être laissée à l'arbitrage du gouvernement colonial.

Nous rejetons énergiquement les termes du communiqué de Monsieur Emmanuelli ministres des colonies françaises.

Rien ne lui permet de parler au nom de notre peuple, ni de tirer des conclusions sur ce que pense ou veut notre peuple.

Quand aux moyens d'expression dont il prétend qu'ils sont à la disposition de toutes les opinions, il s'agit là d'un mensonge grossier de gouvernement au service des intérêts de l'impérialisme français. Ces moyens d'expression sont pour l'instant aux mains du pouvoir, tout comme l'essentiel des moyens économiques et politiques sont aux mains de la minorité blanche des Antilles.

Nous rejetons la responsabilité de la violence qui se développe sur la présence intolérable de ce pouvoir minoritaire blanc raciste et colonialiste.

Celui-ci est le principal facteur de violence économique, sociale et politique contre le peuple guadeloupéen.

Nous proclamons fermement le droit et le devoir du peuple guadeloupéen à poursuivre sa lutte jusqu'à sa libération complète de toute forme d'oppression et d'exploitation.

Ni les mesures policières, ni la répression, ni les bavardages incessants de politiciens soi-disant socialistes, pas plus que ceux de la droite n'empêcheront le développement de la lutte des travailleurs, de la jeunesse, et de tout le peuple guadeloupéen.

L'expérience historique est là pour l'attester, le colonialisme finit inéluctablement par être vaincu et les droits du peuple opprimé triomphent toujours.

Pointe-à-Pitre, le 30 août 82

La direction politique de Combat Ouvrier.

MARTINIQUE: 6 HEURES DE CINÉMA LE CONSEIL GÉNÉRAL DIT NON A L'ASSEMBLÉE UNIQUE

C'était le grand cirque lundi 30 Août au Conseil général : il s'agissait pour cette assemblée de donner son avis sur l'avant-projet de loi gouvernemental sur l'Assemblée Unique.

Disons tout de suite qu'il n'y eut aucune surprise. Ceux qui étaient contre ont répété qu'ils étaient contre. Ceux qui étaient pour ont répété qu'ils étaient pour. Le résultat était connu d'avance : la majorité départementaliste l'a emporté.

Il a fallu 6 heures de débat pour en arriver à cette conclusion que tout un chacun connaissait déjà ! Résultat d'ailleurs sans grande valeur étant donné que Mitterrand et le gouvernement français décideront souverainement du statut qu'il y a lieu d'imposer aux départements d'Outre-Mer !

Par contre on a pu assister à quelques numéros de comédie : on a pu apprendre que Fidat, (conseiller PPM) était un chrétien et qu'être pour l'Assemblée Unique, c'était comme être pour l'Évangile !

Joachim, quant à lui, a attaqué le «séparatisme», de même qu'Élizé, qui avait l'air d'essayer vraiment de convaincre les autres que l'autonomie et l'indépendance allaient arriver avec l'Assemblée Unique. Du mauvais cinéma en quelque sorte !

Quant à Jean Maran, toujours aussi comique, opposé à l'Assemblée Unique, il fait remonter son opposition à très loin : au moment où il était membre du P. S. il

y a une bonne dizaine d'années. Il aurait alors rencontré Mitterrand dès 1971 pour lui dire son désaccord. Cette révélation tue pendant 11 ans et soudain mise au grand jour a donné l'occasion d'une nouvelle polémique entre socialistes mitterrandistes et Maran. «J'ai rencontré Mitterrand», dit Maran. «C'est faux !» répond Salpêtrier, secrétaire de la Fédération Socialiste. Allez savoir qui a raison !

En bref, un débat inintéressant, opposant des politiciens professionnels en lutte pour avoir accès à la mangeoire coloniale dans la redistribution des postes qui aura peut-être lieu dans quelques mois. Mais dans tout cela personne n'a parlé réellement pour défendre les intérêts de la population. La droite a tenté de se servir de la peur de l'indépendance pour justifier son refus de la loi. La gauche, elle, a fait comme si elle en attendait la solution à tous les problèmes de la Martinique. Mais on ne sait pas qui mentait le plus, de ceux qui ne veulent rien changer pour ne pas perdre leurs sinécures, ou de ceux qui veulent donner l'illusion qu'il y aura du changement avec l'Assemblée Unique. Cela leur servant à justifier leur passivité dans la situation actuelle.

Quant à la population martiniquaise, aux travailleurs, à la jeunesse, ils n'ont rien à attendre de ces politiciens professionnels. Ils auront à se battre pour que ça change.

POLOGNE :

LE 31 AOÛT : LA JOURNÉE ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GDANSK UN SUCCÈS POUR SOLIDARITÉ

Mardi 31 août s'est déroulée en Pologne la journée anniversaire des accords de Gdansk. Le syndicat clandestin Solidarité avait appelé à des manifestations dans toutes les grandes villes polonaises en opposition à l'état de siège et à la dictature.

Depuis le milieu du mois d'août, Solidarité a appelé à plusieurs manifestations « pacifiques » en commémoration des journées de grève d'août 1980. Ces manifestations ont mobilisé plusieurs milliers de personnes, en préparation à la journée anniversaire du 31 août.

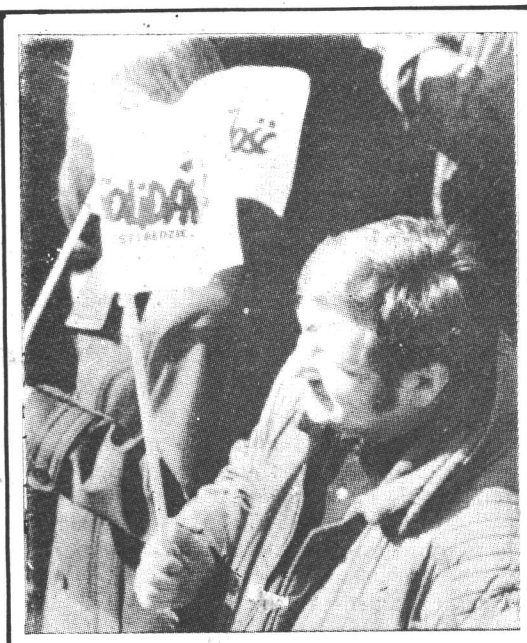
Ces manifestations se sont heurtées à une répression violente de la part de la milice polonaise. Des centaines de personnes ont été arrêtées, d'autres blessées.

Le 13 août à Gdansk, 10 000 manifestants s'opposaient aux miliciens. Le 16 août à Varsovie une manifestation de 2 000 personnes était attaquée par la milice à coups de canon à eau et de grenades fumigènes.

En dépit des menaces de répression plus violente encore, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté le 31 août dans les villes polonaises. Les heurts avec la milice ont été violents, plus d'un millier de manifestants ont été arrêtés.

Le succès de ces manifestations est la preuve que malgré l'interdiction de Solidarité et les arrestations massives, malgré l'état de siège qui dure depuis huit mois et la violence de la répression, les travailleurs polonais sont toujours prêts à lutter.

La lutte et la résistance de la population polonaise durent depuis plus de deux ans. En août 1980, des grèves éclataient en opposition à la montée en flèche des prix et visaient à une amélioration du



niveau de vie pour la population. Rapidement ces grèves ont pris un tour plus politique en opposition au gouvernement, les travailleurs en grève réclamaient principalement le droit de former des syndicats indépendants de l'État et du contrôle du parti au pouvoir.

Le 31 Août 1980, des accords étaient signés à Gdansk entre les représentants de Solidarité et le gouvernement polonais sur le droit de grève, la liberté syndicale et sur de nombreuses autres revendications. C'est ainsi que des dizaines de milliers de travailleurs s'inscrivent au syndicat « Solidarité » dirigé par Lech Walesa. Ces

accords, victoire des travailleurs sur le gouvernement, ont été rompus il y a huit mois lors du coup de force militaire, suivi d'une répression massive, de décembre 1981, contre « Solidarité ».

Mais depuis lors, la résistance clandestine n'a pas cessé. Le succès de la journée anniversaire du 31 août la prouve bien.

C'est la situation économique qui a entraîné dans la lutte les travailleurs polonais. La montée des prix des produits de consommation courante, la baisse brutale du niveau de vie des travailleurs, manifestations de la crise internationale, ont entraîné un mouvement de colère, la participation massive des travailleurs organisés dans le syndicat Solidarité aux grèves et aux luttes.

La Pologne, malgré les tentatives d'industrialisation, reste un pays sous-développé, fortement endetté vis-à-vis des pays impérialistes, et donc touché brutalement par la crise.

La réponse du gouvernement aux revendications des travailleurs a donc été une répression brutale suivie de concessions d'ordre politique sous la pression des travailleurs. Concessions vite supprimées par un coup de force militaire et une répression plus brutale encore, mais qui n'a pas entamé la combativité des travailleurs hostiles à la dictature.

Aujourd'hui, la plupart des dirigeants de « Solidarité » sont emprisonnés. Il semble qu'une nouvelle forme de lutte se fera jour. Sera-t-elle dirigée par l'église, qui semble actuellement durcir le ton et qui fait de son opposition au gouvernement la clef de sa popularité, ou par les travailleurs eux-mêmes ?

La production de sucre chute dans toute la Caraïbe

La Guadeloupe et la Martinique ne sont pas les seules îles de la Caraïbe à voir leur production sucrière s'effondrer.

C'est ainsi que la Guyane n'a produit que 80 000 tonnes de sucre en 1981 contre 126 000 t l'année précédente. La production de Trinidad est passée de 98 000 t en 1980 à 88 000 t en 81. Barbade et la Jamaïque ne font plus respectivement que 88 700 t et 200 000 t en 1981.

En outre ces pays voient leur situation économique s'aggraver avec la hausse du dollar. En effet leurs monnaies sont indexées sur ce dollar, alors que leurs exportations leurs sont payées en monnaies européennes, à cause des accords de Lomé. Or ces monnaies subissent des pertes de valeur continues du fait du cours élevé du dollar.

Cuba a pu accroître sa production de sucre jusqu'à 8.200.000 t en 1982 contre 7.300.000 t en 81. Cela n'empêche pas Cuba de traverser sa plus grave crise économique depuis que Castro a pris le pouvoir. Le prix du sucre est à son plus bas niveau actuellement sur le marché mondial. Malgré l'accroissement de la production cubaine, Cuba reçoit de moins en moins d'argent pour son sucre. Cuba est obligé de reviser à la baisse ses plans économiques et de prévoir de nouvelles restrictions pour sa population.

MARTINIQUE :

HÉCATOMBE

SUR LES ROUTES

Suite de la page 1

C'est surtout un énorme problème d'organisation des transports publics. Ceux-ci n'existent que de nom en Martinique. Il est impossible de dire que l'on embarquera en voiture à une heure fixe pour arriver à destination à une heure précise. Et cela durant la journée. A partir de 6 heures le soir et durant la fin de la semaine, c'est-à-dire en réalité aux heures où la population en règle générale ne travaille pas et a besoin de sortir, il n'y a précisément aucun moyen de transport ! Cela pousse alors à acheter un véhicule, même si on aura les pires difficultés pour le payer et l'entretenir. Cela pousse aussi, à s'entasser à parfois plus d'une dizaine dans une auto si on désire aller au match ou à la plage : c'est ainsi que dans un des véhicules accidentés, il y avait 16 personnes, il y a eu 9 morts et 7 blessés graves.

Mais remédier à ces problèmes, c'est-à-dire mettre sur pied un système de transport cohérent, moderne et bon marché, faire des routes de qualité, cela demande que l'on investisse l'argent des contribuables plutôt que d'entretenir une foule de parasites comme l'armée et la gendarmerie. L'état s'y refuse et on verra ses représentants continuer à accuser le public d'indiscipline et d'imprudence. C'est plus facile et ça ne coûte rien.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728

HAÏTI :

L'OPPOSITION A LA DICTATURE DE DUVALIER CONTINUE

A la fin du mois de Juillet, une organisation d'opposants, intitulée « Brigade Hector Riobé » a attiré de nouveau l'attention sur la situation réelle en Haïti dominée par la dictature Duvaliériste.

A l'actif de cette « Brigade Hector Riobé », deux survols en avion de l'île, avec lâcher de tracts sur Port-au-Prince, aux alentours du Palais Présidentiel et tentative de bombardement du Ranch de Jean-Claude Duvalier. Par la suite, des membres de cette « Brigade Hector Riobé » ont tendu une embuscade à des capitalistes blancs de la Jamaïque sur la route. Ils en ont blessé 2 et fait un otage, qu'ils ont relâché par la suite, avant de s'enfuir dans un avion privé qui a atterri sur une route !

Comme il apparaît que les membres

du commando étaient de teint clair, Duvalier s'en est pris à la communauté arabe (commerçants syriens et libanais) dont une quarantaine ont été mis en prison sans jugement, puis relâchés sauf deux. Ceux-ci ont été torturés et leur mise en liberté aurait semblé-t-il être différée parce qu'ils ne sont pas présentables au public, à cause des mauvais traitements subis.

Mais les mauvais coups de Jean-Claude Duvalier et de sa clique ne s'arrêtent pas là. Les tribunaux haïtiens ont condamné à 6 ans de prison le secrétaire général du Parti Communiste de même que Sylvio Claude dirigeant du Parti Démocrate Chrétien d'Haïti, arrêté depuis novembre 80, en compagnie de son fils, de sa fille et d'une vingtaine d'autres haïtiens !

D'autres opposants se voient brutalisés et maltraités physiquement, pour la seule raison qu'ils sont des opposants. Enfin, parmi cette bande de gangsters qui forment le gouvernement duvaliériste, les ministres sont très officiellement invités à venir au Palais présidentiel pour faire du maniement d'armes.

Tout cela dénote une certaine inquiétude chez la clique dirigeante qui s'est maintenue au pouvoir depuis 1956 par l'assassinat, le vol et la corruption. Mais de nombreux indices montrent que le peuple d'Haïti commence à lever la tête. Et quand un peuple se décide à se battre, même les dictatures les plus sanglantes, les plus féroces ne peuvent que capituler.

ENDETTEMENT DES PAYS PAUVRES ET DÉPENDANCE DE L'IMPÉRIALISME

Le Mexique et l'Argentine sont au bord de la faillite. Ces deux pays sont endettés jusqu'au cou. Le Mexique a un déficit budgétaire de 80 milliards et l'Argentine a une dette extérieure de 39 milliards.

C'est à cause de leur sous-développement que ces deux pays sont acculés à faire des emprunts aux banques étrangères et n'arrivent plus à couvrir leurs dettes. Et ce sont leurs populations qui en subissent les conséquences les plus dramatiques : Hausse considérable du coût de la vie, misère etc. Ces pays sont contraints d'accepter les conditions économiques des pays prêteurs et de se soumettre à une plus grande dépendance des pays riches.

Telles sont les manifestations d'une crise économique qui frappe encore plus durement les pays pauvres. Du fait que ceux-ci sont de plus en plus dépendants financièrement des pays riches, ils seront plus rapidement précipités dans le marasme économique le plus grand, pour peu que les pays riches aient eux-mêmes à affronter des problèmes monétaires importants.

La Guadeloupe et la Martinique, de plus en plus dépendantes de l'économie française

ne sont pas à l'abri de telles menaces. Le Mexique et l'Argentine qui sont aujourd'hui touchés ont pourtant plus de richesses que ces deux « départements français ». Cela ne les empêche pourtant pas de connaître les pires difficultés économiques.

En cas d'aggravation de la crise en Europe, et en France, la dépendance actuelle des Antilles se traduira par une importante paralysie économique.

La seule voie pour éviter une telle paralysie serait dès aujourd'hui de rebâtir l'économie de nos îles sur d'autres bases.

En particulier, il s'agirait de la tourner délibérément et énergiquement vers une production réelle de biens nécessaires à la consommation de la population. Il s'agirait d'inverser, par exemple la répartition des terres agricoles. Au lieu d'avoir la grosse majorité des terres occupées par les grandes plantations tournées vers l'exportation (cane, bananes, ananas), il y aurait au contraire un important développement des cultures vivrières, et de l'élevage.

Il s'agirait de réduire au strict nécessaire les importations et donc de diminuer le déficit actuel de la balance commerciale des Antilles.

Le principal obstacle à une telle orientation économique est dans la nature de notre société

C'est une société où la grosse majorité des biens : terre, magasins, entreprises de production, de transports lourds... etc. sont aux mains d'une poignée d'individus ou de grosses sociétés.

Cette minorité possédante est placée sous la protection de l'administration coloniale.

Celle-ci maintient depuis des dizaines d'années la fiction de la départementalisation, au mépris des sentiments de la population.

L'accroissement de l'assistance, par le développement de transferts publics (allocations, salaires, des fonctionnaires, etc...) correspond d'une certaine manière à la dette des pays sous-développés tels que le Mexique ou l'Argentine.

Un jour ou l'autre, les crédits seront interrompus ou diminués, et la situation économique va empirer.

C'est en prévision de ces perspectives peu exaltantes de la politique de l'administration coloniale qu'il faut se préparer à prendre nous-mêmes la direction de nos îles.